

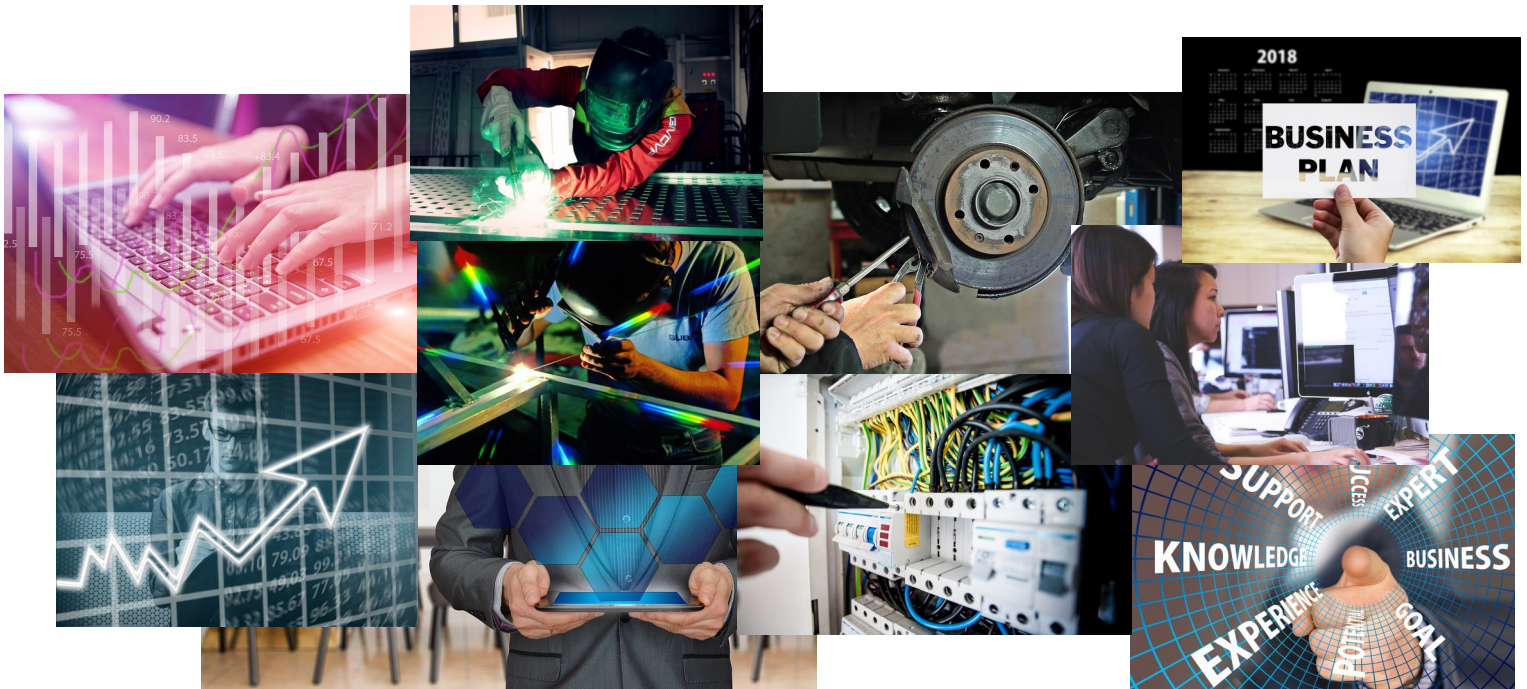
INTELL-ECHO

Vol. 5, no 03, mars 2018



L'Observatoire d'information économique
pour la coopération régionale entre
le **Canada atlantique** et **Saint-Pierre et Miquelon, France**

L'AECG — services et emploi



Canada atlantique (p.1-4)

Saint-Pierre et Miquelon / France (p. 5-8)



L'Accord économique et commercial global (AECG) - services et emploi

Dans ce numéro :

Services et emploi— Horizon 2024 (niveau national)	2
Services et emploi— Horizon 2024, IPÉ et NB	3
Services et emploi— Horizon 2024, NÉ et TNL	4

L'Accord économique et commercial global (AECG) établi entre le Canada et l'Union européenne (UE) est entré en vigueur le 21 septembre 2017. Cet accord permettra de renforcer les échanges économiques avec les pays de l'UE, en éliminant ou en réduisant les obstacles au commerce. Ainsi, les produits et les services pourront être échangés plus facilement entre les partenaires. L'UE représente le **plus grand importateur de services au monde**, tandis que le **Canada** en est l'un des **plus grands exportateurs**. Les exportateurs de services canadiens, en vertu de l'AECG, profitent désormais du **meilleur accès** qui soit au marché de l'UE, qui a importé en 2015 pour 936 milliards \$ de services, dont **16,5 milliards \$ de services en provenance du Canada**. Parmi les principaux services exportés par le Canada vers l'UE : les services d'**architecture**, d'**ingénierie** et de **R-D**, de **gestion**, des **services financiers**, des **services environnementaux** et des **TIC**. L'**ouverture des marchés publics européens** (d'environ 3,3 milliards \$) sera profitable aux fournisseurs de services du Canada atlantique, puisque l'achat de services aux entreprises représente **20 % des contrats gouvernementaux** dans l'UE.

La mobilité de la main-d'œuvre

L'AECG a établi de nouvelles dispositions dans le but d'alléger les exigences administratives en ce qui concerne la mobilité de la main-d'œuvre, ce qui permet par exemple aux professionnels ou aux gens d'affaires d'être admis plus aisément sur le territoire de part et d'autre de l'Atlantique. De fait, plusieurs États membres de l'UE ont assoupli leurs demandes à l'endroit des professionnels canadiens (les architectes, les analystes en informatique, les gens d'affaires...), comparativement à l'accès accordé à d'autres partenaires commerciaux.

Les qualifications professionnelles

Les maîtres d'œuvre de l'AECG se sont également penchés sur les mécanismes de reconnaissance des qualifications étrangères de certains secteurs de manière à les simplifier. De fait, selon une structure commune, les organismes professionnels et de réglementation seront à même de négocier et d'établir les équivalences entre les qualifications des travailleurs. Pour les détails, il est possible de consulter le texte de l'accord; le chapitre 11 porte sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, et l'annexe 11 fournit les lignes directrices de ces ententes de reconnaissance.

Bon à savoir

- ◇ Le territoire de l'UE offre de nombreux **débouchés** aux fournisseurs de services canadiens. Ces fournisseurs pourront désormais profiter d'un meilleur accès aux marchés de l'UE. Cette perspective est particulièrement intéressante pour les fournisseurs canadiens spécialisés en gestion, finance, ingénierie, architecture, technologies de l'information et autres services techniques.
- ◇ En vertu de l'accord, les exportateurs de services canadiens pourront bénéficier des mêmes **droits d'accès au marché** que les prestataires de services de l'UE pour la plupart des secteurs, et ce, à quelques exceptions près, notamment en ce qui concerne les soins de santé, l'enseignement public et d'autres services à caractère social.
- ◇ L'AECG prévoit l'**accès aux marchés publics** européens pour les fournisseurs canadiens. Ceci représente une opportunité significative, dans la mesure où près de 20 % des contrats gouvernementaux européens portent sur l'acquisition de services aux entreprises du secteur privé.
- ◇ En 2016, le Canada se classait au **12e rang des pays fournisseurs** de produits de **technologies propres** pour l'UE. Grâce à l'accord, les exportateurs canadiens tant de produits que de services de technologies propres sont en mesure de profiter des ententes préférentielles que leur apporte l'AECG.
- ◇ Les deux parties appliqueront des mesures pour **faciliter les déplacements transfrontaliers**. Ainsi, l'AECG simplifiera l'entrée temporaire pour travailler sur le territoire de l'UE de professionnels hautement qualifiés et de gens d'affaires.
- ◇ En ce qui concerne la **mobilité des travailleurs**, l'AECG ne provoquera pas la délocalisation d'emplois permanents au Canada pas plus que dans les pays de l'UE.
- ◇ Afin de faciliter la mobilité des travailleurs professionnels, l'AECG prévoit la mise en place d'un cadre commun permettant aux associations et ordres professionnels des différentes juridictions d'établir les **systèmes d'équivalence des qualifications**.
- ◇ Les **services de santé et d'éducation publique** ainsi que d'autres services sociaux sont **exclus** de l'AECG, considérant la contribution fondamentale de ces services au tissu social canadien.

Sélection non-exhaustive des sources utilisées:

L'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne (UE).

<http://www.international.gc.ca/gac-amc/campaign-campagne/ceta-aecg/index.aspx?lang=fra>

Statistique Canada. www.statcan.gc.ca. Emploi et Développement Social Canada. www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social.html

Services et emploi—Horizon 2024, au niveau national

Croissance du PIB réel et de l'emploi par grand secteur, 2015-2024 (national)

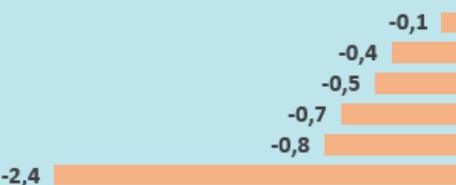
	Total	Primaire	Fabrication	Construction	Services
PIB	2,0 %	1,8 %	1,8 %	1,3 %	2,2 %
Emploi	0,8 %	-0,1 %	0,5 %	0,8 %	0,9 %

Croissance du PIB réel et de l'emploi dans le secteur des services, 2015-2024 (national)

	Total du secteur des services	Services à la consommation	Services à la production	Services gouvernementaux
PIB	2,2 %	2,0 %	2,5 %	1,6 %
Emploi	0,9 %	0,5 %	0,9 %	1,2 %

Les perspectives d'emploi au Canada à l'horizon 2024

- ◊ Au niveau national, la perspective de croissance du nombre total de possibilités d'emploi pour la période de 2015 à 2024 sera, selon les estimations, autour de 5,95 millions.
- ◊ De ce nombre, les deux tiers des emplois (soit 3,93 millions ou 65,9 %) se retrouveront dans des professions qui demandent des études postsecondaires (université, collège ou un programme d'apprentissage) et dans les professions de la gestion.
- ◊ Ces possibilités d'emploi seront la résultante à la fois de la croissance économique et de la demande de remplacement.
- ◊ Pour avoir une base de comparaison, en 2014, les emplois se retrouvant dans le même type de professions représentaient 61,5 % de l'emploi total; si ces projections se concrétisent, cela représentera une augmentation de 4,4 %.



Croissance projetée de l'emploi par industrie pour la période 2015-2024

(croissance annuelle moyenne, en pourcentage)

Plus forte croissance	
Services de conception de systèmes informatiques	2,1 %
Soins de santé et assistance sociale	1,8 %
Autres services professionnels (scientifiques/tech)	1,4 %
Services professionnels aux entreprises	1,2 %
Fabrication de produits en bois	1,2 %
Fabrication de produits métalliques et de machines	1,0 %
Croissance modérée	
Matériel de transport autre qu'automobile	0,8 %
Commerce de gros	0,8 %
Transport et entreposage	0,8 %
Construction	0,8 %
Services d'enseignement	0,8 %
Extraction minière (sauf pétrole et gaz)	0,7 %
Services d'hébergement et de restauration	0,7 %
Fabrication de produits minéraux	0,7 %
Finance, assurances, services immobiliers/location	0,6 %
Services d'utilité publique	0,6 %
Commerce de détail	0,6 %
Caoutchouc, plastique et produits chimiques	0,6 %
Produits alimentaires et boissons	0,5 %
Gestion, administration et autres services de soutien	0,5 %
Extraction de pétrole et de gaz	0,5 %
Plus faible croissance ou déclin	
Réparation et services personnels et ménagers	0,4 %
Services d'information, de culture et de loisirs	0,3 %
Véhicules automobiles, remorques et pièces	0,3 %
Foresterie et exploitation forestière	0,3 %
Administration publique	0,1 %
Textiles, vêtements, cuir et meubles	0,0 %
Act. de soutien à l'extract. minière, pétrolière et gazière	-0,1 %
Produits informatiques, électroniques et électriques	-0,4 %
Agriculture	-0,5 %
Impression et activités connexes	-0,7 %
Fabrication du papier	-0,8 %
Pêche, chasse et piégeage	-2,4 %

Les services ont le vent dans les voiles

Grâce, notamment, aux progrès technologiques et aux gains de productivité au cours des dernières décennies, le secteur des services prend une place de plus en plus importante dans l'économie canadienne. Ainsi, selon les estimations, **entre 2001 et 2016, pour chaque emploi perdu dans le secteur des biens, approximativement 30 nouveaux emplois dans le secteur des services ont été créés.** Ainsi que l'indique le graphique ci-dessous, le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) devrait connaître la croissance la plus élevée.



Environ 57 % de ces emplois demanderont une formation postsecondaire ou encore en gestion.

Services et emploi—Horizon 2024, au Canada atlantique

Île-du-Prince-Édouard

- ◇ À l'IPE, de bonnes perspectives économiques sont prévues pour la prochaine décennie. Selon les prévisions, l'économie connaîtra une hausse de 1,3 % en 2018, après avoir connu une hausse de 1,4 % pour 2017. Les retombées devraient être observées dans la création d'emplois; il faut tout de même garder à l'esprit que la croissance de la population active devrait être plus élevée que celle de la création d'emplois.
- ◇ Les exportations et les activités touchant le tourisme sont en bonne position, en raison de la faiblesse du dollar canadien.
- ◇ La croissance économique pourrait favoriser le marché du travail, ce qui se traduirait par un léger redressement de l'emploi et, en parallèle, une baisse du taux de chômage.
- ◇ L'IPE affiche le meilleur taux d'activité des provinces de l'Atlantique.
- ◇ Depuis janvier 2017, on perçoit une augmentation de l'emploi dans le secteur de la production de biens; toutefois, une diminution est observée dans le secteur des services. En 12 mois, les industries de l'agriculture, de la construction, de la foresterie, de la pêche, des mines, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz ont fourni plus de 2 300 emplois.
- ◇ L'emploi indépendant gagne en popularité : depuis un an, la province compte 500 nouveaux travailleurs indépendants.

Industrie	Professions—plus forte croissance prévue (IPE)
Services de systèmes informatiques	Techniciens/techniciennes de réseau informatique Analystes et consultants/consultantes en informatique Programmeurs/programmeuses et développeurs/développeuses en médias
Soins de santé et assistance sociale	Dentistes Infirmiers autorisés/infirmières autorisées et infirmiers psychiatriques autorisés/infirmières psychiatriques autorisées Technologues de laboratoires médicaux
Autres services professionnels	Professionnels/professionnels des services-conseils en gestion aux entreprises Chimistes Biologistes et personnel scientifique assimilé
Services professionnels aux entreprises	Professionnels/professionnels des services-conseils en gestion aux entreprises Chimistes Biologistes et personnel scientifique assimilé
Fabrication (bois)	[Aucun emploi dans cette industrie]
Fabrication de produits métalliques et de machines	Monteurs/monteuses d'aéronefs et contrôleurs/contrôleuses de montage d'aéronefs Commis aux achats et au contrôle de l'inventaire Soudeurs/opérateurs (machines à souder/braser)

Nouveau-Brunswick

- ◇ Selon l'analyse économique du printemps 2017, l'emploi était resté inchangé dans la province. Toutefois, les perspectives de la croissance du PIB réel présentaient des chiffres légèrement à la hausse, de 0,6 % en 2017 et de 0,8 en 2018.
- ◇ Exportations : en raison du volume de ses exportations sur le marché américain, le NB est dans une position de vulnérabilité dans l'éventualité de mesures commerciales restrictives. Pour les Néobrunswickois, l'incertitude plane : d'un côté, l'activité économique étatsunienne pourrait procurer certains revenus aux exportateurs, mais d'un autre côté, s'il y avait imposition de mesures restrictives de la part de l'administration américaine, l'embellie pourrait être de courte durée.
- ◇ La province devrait connaître une faible augmentation de sa population au cours des prochaines années, appuyée par la migration internationale et un ralentissement de l'émigration interprovinciale.
- ◇ Malgré l'entrée sur le marché du travail de plus de 1 600 travailleurs à temps plein, une baisse importante des travailleurs à temps partiel (2 000 emplois) a marqué le début d'année 2018.
- ◇ On note aussi une augmentation de la population en âge de travailler qui vient gonfler le nombre de chercheurs d'emploi.
- ◇ Dans le secteur de la production de biens, les chiffres sont restés sensiblement les mêmes quand on les compare à ceux de janvier 2017. Les industries de la construction et de la fabrication ont connu une croissance de l'emploi, tandis que l'agriculture, la foresterie, la pêche, les mines, l'exploitation en carrière, l'extraction de pétrole et de gaz et les services publics ont connu des pertes pour cette période.
- ◇ Dans le secteur des services, on note une baisse dans plusieurs industries, notamment l'information, la culture et le loisir, la finance, les assurances et les services immobiliers et de location. Par contre, cette baisse est contrebalancée par le gain d'emplois attribuable à une demande toujours plus importante dans le domaine de la santé et des services sociaux (6 400 emplois supplémentaires dans le secteur dans la dernière année).

Industrie	Professions—plus forte croissance prévue (NB)
Services en systèmes informatiques	Ingénierie et conception de logiciel Programmation et développement de médias interactifs Gestionnaires des systèmes informatiques
Soins de santé et assistance sociale	Directeurs/directrices des soins de santé Professionnels en gestion de l'information sur la santé Adjoints administratifs médicaux / Adjointes administratives médicales
Autres services professionnels	Cadres supérieurs: services financiers, communications et autres services aux entreprises Directeurs/directrices de la publicité, du marketing et des relations publiques Directeurs/directrices d'autres services aux entreprises
Services professionnels aux entreprises	Cadres supérieurs en services financiers, communications et autres services aux entreprises Directeurs/directrices des services de génie Directeurs/directrices d'autres services aux entreprises
Fabrication de produits en bois	Surveillants/surveillantes de l'exploitation forestière Directeur de la fabrication Mécaniciens/mécaniciennes de chantier et mécaniciens industriels/mécaniciennes industrielles
Fabrication de produits métalliques et de machines	Machinistes et vérificateurs/vérificatrices d'usinage et d'outillage Peintres, enduiseurs/enduiseuses et opérateurs/opératrices de postes de contrôle dans le finissage du métal – secteur industriel Entrepreneurs/entrepreneuses et contremaîtres/contremaîtresses des machinistes et du personnel des métiers du formage, du profilage et du montage des métaux et personnel assimilé

Services et emploi—Horizon 2024, au Canada atlantique (suite)

Nouvelle-Écosse

- ◇ La Nouvelle-Écosse devrait montrer une hausse stable de son PIB réel en 2018, estimée à 1,2 % (contrairement à 1,1 % en 2017).
- ◇ Population : la croissance constatée en 2016 est inégalée depuis les 25 dernières années : les programmes des candidats des provinces et le nouveau projet pilote d'immigration au Canada atlantique ne sont pas étrangers à cette situation.
- ◇ Secteurs de la fabrication et du soutien : la croissance de l'emploi dépendra de l'économie et de nouveaux marchés, ainsi que des ententes de libre-échange qui seront renégociées. Depuis 2015, en raison de l'économie américaine en meilleure posture, des frais de livraison peu élevés et de la faiblesse du dollar, l'activité du secteur de la fabrication s'est généralement améliorée.
- ◇ En 2017, la Nouvelle-Écosse a connu une augmentation de 7 300 emplois à temps plein, tandis que le nombre d'emplois à temps partiel a connu une chute de plus de 5 000 emplois, ce qui s'est conclu par un bilan tout de même positif de 2 000 emplois. Cependant, cette hausse du nombre d'emplois n'a pas pu freiner l'augmentation du taux de chômage pour la même période : les jeunes travailleurs ont été particulièrement touchés (18,2 % de chômage en janvier 2018 quand la moyenne provinciale se situait à 8,2 %).

Terre-Neuve-et-Labrador

- ◇ Une variation positive dans la courbe de la croissance économique devrait être perceptible en 2018, alors qu'une hausse prévue de 4,4% est attendue en 2018, suivant une baisse de 1,8 % du PIB réel en 2017.
- ◇ Pour augmenter ses revenus, le gouvernement doit se tourner vers des hausses d'impôts; cependant, ces mesures risquent d'avoir des impacts dans tous les secteurs économiques.
- ◇ La province s'attend à une chute de l'emploi dans les années à venir; la diminution du nombre de projets majeurs de construction entraînera une baisse d'investissements de capitaux.
- ◇ La démographie demeure un défi majeur pour la province : la population est vieillissante, le nombre d'immigrants est peu élevé et plusieurs jeunes migrent vers d'autres provinces canadiennes.
- ◇ En janvier 2018, on observe une diminution des emplois au cours de la dernière année, ce qui a entraîné une augmentation du taux de chômage. Les pertes d'emplois enregistrées étaient des emplois à temps partiel. La province a également connu au cours de la même période une baisse de la population ainsi qu'une baisse de la population active.
- ◇ En ce qui concerne la production de biens, on a pu observer une croissance du nombre d'emplois au cours des derniers mois de l'année 2017, ce qui a permis d'afficher un bilan positif pour le secteur. L'industrie de la construction est celle qui a montré les meilleurs résultats du secteur.
- ◇ Dans le secteur des services, il en a été autrement : la perte de 4 600 emplois au cours des douze mois précédents a représenté une chute de 2,5 % du nombre d'emplois. Cependant, on note que pour cette période l'industrie du transport et de l'entreposage a connu une augmentation de l'emploi, de même que les services d'enseignement, l'hébergement et les services de restauration.

Industrie	Professions—plus forte croissance prévue (NE)
Services en systèmes informatiques	Évaluation de systèmes informatiques Analystes/consultants en informatique Conception/développement Web
Soins de santé et assistance sociale	Infirmiers auxiliaires/infirmières auxiliaires Médecins spécialistes Coordination/supervision en soins infirmiers
Autres services professionnels	Géoscientifiques et océanographes Professionnels/professionnelles en publicité, en marketing et en relations publiques Services-conseils en gestion aux entreprises
Services professionnels aux entreprises	Professionnel(le)s en ressources humaines Planification en gestion événementielle Professionnels en soins des animaux
Fabrication de produits en bois	Surveillants/surveillantes dans la transformation des produits forestiers Technologie en sciences forestières Montage/contrôle de produits en bois
Fabrication de produits métalliques et de machines	Machinistes et vérificateurs/vérificatrices d'usinages et d'outillage Opérateurs (machines à souder/braser) Manœuvres en métallurgie

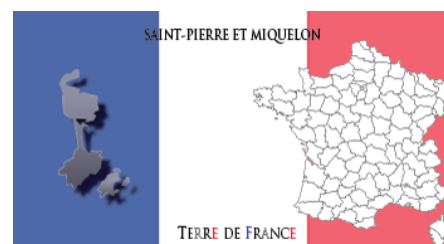
Industrie	Professions—plus forte
Services en systèmes informatiques	Ingénierie et conception de logiciel Gestionnaires des systèmes informatiques Analystes/consultants en informatique
Soins de santé et assistance sociale	Pharmaciens/pharmaciennes Omnipraticiens et médecins en médecine familiale Diététistes et nutritionnistes
Autres services professionnels	Professionnels/professionnelles des services-conseils en gestion aux entreprises Rechercheurs, experts-conseils/expertes-conseil et agents/agentes de programmes, en sciences naturelles et appliquées Designers graphiques et illustrateurs/illustratrices
Services professionnels aux entreprises	Professionnels/professionnelles en publicité, en marketing et en relations publiques Agents/Agentes de développement économique, chercheurs et experts-conseils/expertes-conseils en marketing Rechercheurs, experts-conseils/expertes-conseils et agents/agentes de programmes en politiques sociales
Fabrication de	[Aucun emploi dans cette industrie]
Fabrication de produits métalliques et de machines	Directeurs/directrices de la fabrication Assembleurs/ajusteurs de plaques et de charpentes métalliques [Perspectives limitées] Soudeurs/opérateurs/ de machines à souder et à braser [Perspectives limitées]

Observatoire d'information économique

Intell-Echo

Bulletin d'information thématique
Vol. 4, no 3, mars 2018
ISSN 2292-518X

Saint-Pierre
Miquelon
France métro-
politaine



Dans ce numéro:

Survol de l'AECG

5

Les échanges de services

6

AECG et services

7

SPM

8

Survol de l'AECG



L'AECG est l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres. Il comporte **30 chapitres de règles se rapportant au commerce entre le Canada et l'UE**. Il a été signé le 30 octobre 2016 par des dirigeants du Canada et de l'UE, et il est provisoirement entré en vigueur le 21 septembre 2017.

Les accords mixtes doivent être approuvés par chacun des pays de l'UE **pour pouvoir entrer en vigueur**. Les procédures d'approbation de chaque pays peuvent durer plusieurs années, de sorte que, dans l'intervalle, les pays de l'UE ont décidé au sein du Conseil de l'UE d'appliquer l'accord provisoirement. L'application provisoire prendra fin dès que tous les membres de l'Union européenne notifient au Conseil qu'ils ont mené à bien leurs procédures internes de ratification. Ce n'est qu'alors que le pourra entrer pleinement en vigueur.

La quasi-totalité du commerce de biens industriels et manufacturés (99,6 % dans le cas de l'offre tarifaire du Canada et 99,4 % dans le cas de l'offre tarifaire de l'UE) est exonérée de droits de douane depuis l'application provisoire de l'accord, En dynamisant les échanges commerciaux, l'AECG contribuera à créer des emplois, de la croissance et de nouveaux débouchés pour les entreprises françaises. Le Canada constitue un vaste marché pour les exportations européennes.



Pour connaître le taux de droits de douane *erga omnes* et le taux de droit de douane préférentiel applicables lors du dédouanement au Canada -> <http://madb.europa.eu/madb/euTariffs.htm> site de la Commission européenne **Market Access Data Base**. (Choisir « Canada » comme destination ainsi que le code douanier de votre marchandise)



L'accord va:

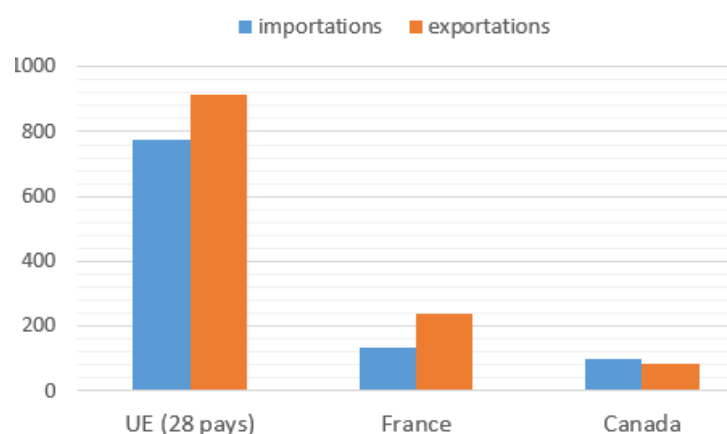
- contribuer à rendre les entreprises européennes plus compétitives au Canada;
- réduire les coûts supportés par les exportateurs de l'UE sans abaisser les normes;
- profiter aux consommateurs européens;
- permettre aux professionnels européens de travailler plus facilement au Canada;

Les échanges de services



En matière de services et d'investissement, l'AECG est l'accord le plus ambitieux que l'UE ait jamais conclu. La moitié de la croissance économique que l'AECG devrait générer dans l'UE devrait provenir de l'intensification des échanges dans le secteur des services.

Echanges de services* en 2016 (en milliards de \$US)



Source: OCDE

* Les services comprennent les transports (de marchandises et de voyageurs), les voyages, les services de communication (postale, téléphonique, par satellite, etc.), les services de BTP, les services d'assurance et financiers, les services d'informatique et d'information, les redevances et droits de licence, les autres services aux entreprises (négoce international, location-exploitation, services techniques et spécialisés, etc.), les services culturels et récréatifs et les services fournis ou reçus par les administrations publiques.

L'UE représente le plus grand importateur de services au monde mais est également le plus grand exportateur. La France est un exportateur net de services tandis que le Canada importe plus de services en valeur qu'il n'en exporte.

Les principales exportations de services de la France vers le Canada concernent les services financiers et les services liés aux technologies de l'information et des télécommunications.

1,8 Mrd EUR : les exportations françaises de services à destination du Canada

2,2 Mrd EUR : les importations françaises de services en provenance du Canada (chiffres 2015)

Selon les prévisions d'HSBC**, entre 2016 et 2030, les exportations françaises de services passeront de 241 milliards à 567 milliards de dollars, permettant à la France de se maintenir au **5ème rang des exportateurs mondiaux de services** en 2030. Le principal secteur exportateur de l'Hexagone dans les services (48 %) est l'expertise B2B liée à l'ingénierie aéronautique, énergétique ou des transports. Le deuxième secteur est le tourisme, avec 19 % des exportations de services, la France restant le pays le plus visité au monde. Au niveau national, les exportations de services représentent 10 % du PIB et 32 % du total des exportations de l'Hexagone.

(** Rapport sur les perspectives du commerce mondial, **Global Trade Forecast**, réalisé en 2016. Lien de l'étude: https://eu.vocuspr.com/ViewAttachment.aspx?EID=3NX1_2fGBp5kL3Po1sdMR-luGS6KDxN5EOzk1ybpVq9L0s%3d)

AECG et services



◇ Comment l'AECG ouvrira-t-il le marché canadien des services aux entreprises de l'UE?

Les entreprises européennes auront davantage de possibilités de fournir des services, par exemple des services maritimes spécialisés tels que le dragage, le déplacement de conteneurs vides et le transport de certaines cargaisons à l'intérieur du Canada. Dans des secteurs tels que les services environnementaux, les télécommunications et la finance, elles pourront accéder au marché canadien à la fois au niveau fédéral et, pour la première fois, au niveau provincial.

◇ Les entreprises européennes pourront-elles participer à des marchés publics au Canada?

Oui. C'est l'un des grands avantages de l'AECG pour les entreprises de l'UE. Le Canada a ouvert ses marchés publics aux entreprises européennes plus largement qu'à ses autres partenaires commerciaux. Les entreprises de l'UE pourront participer aux appels d'offres pour la fourniture de biens et de services non seulement au niveau fédéral, mais aussi au niveau des provinces et des municipalités du Canada, ce qui est une première pour des entreprises non canadiennes. Cet aspect est important car le volume des marchés publics des provinces canadiennes représente le double de celui des marchés publics à l'échelon fédéral. Au total, les autorités publiques canadiennes achètent pour plusieurs milliards d'euros de biens et de services chaque année.

[Achatsetventes.gc.ca](http://achatsetventes.gc.ca) est le site officiel des appels d'offres du gouvernement du Canada. Ce site aidera les PME européennes, puisque l'accès à l'information est l'un des principaux obstacles auxquels elles sont confrontées pour accéder aux marchés internationaux.

En revanche, l'AECG n'empêche pas les gouvernements de définir et réglementer la fourniture de services publics (la culture, l'éducation, les soins de santé et les services sociaux).

◇ Les citoyens européens pourront-ils plus facilement travailler au Canada?

Oui, dans certains cas. L'AECG permettra au personnel des entreprises et à d'autres professionnels de travailler plus facilement de l'autre côté de l'Atlantique, et aux entreprises de détacher plus facilement du personnel à titre temporaire entre l'UE et le Canada. Les entreprises européennes pourront ainsi mener plus aisément leurs activités au Canada. Il sera également plus facile pour d'autres professionnels de fournir temporairement des services dans les domaines du droit, de la comptabilité, de l'architecture ou des services similaires.

Saint-Pierre et Miquelon



Les PTOM (Pays et territoires d'outre-mer) ne font pas partie de l'Union européenne, bien qu'ils fassent partie de leur Etat membre de rattachement. En tant que PTOM, Saint-Pierre et Miquelon n'est donc pas inclus dans l'accord de libre échange entre l'union Européenne et le Canada. L'archipel de SPM est un territoire commercial autonome disposant de **son propre régime fiscal et douanier**. Cependant, comme l'AECG concerne de nombreux autres aspects du commerce bilatéral, il pourrait faire émerger de nombreuses opportunités de renforcer les liens économiques développés dans le cadre de la coopération régionale.

Le **secteur des services** est un vecteur de développement particulièrement intéressant au niveau local car c'est une activité qui n'est pas ou **peu impactée par les droits de douane**. Saint-Pierre et Miquelon pourrait **tirer partie de sa proximité géographique** avec le Canada et de sa « double-culture » en proposant par exemple des offres de formation, des services de recrutement, d'apporteur d'affaires, de consulting etc. à des entreprises qui souhaitent conquérir les marchés canadien ou européen.

Le **rapprochement des systèmes de normes** et l'évolution vers des contrôles plus harmonisés avec l'Europe devraient faciliter et fluidifier les échanges, au delà des barrières tarifaires. Ce point est intéressant pour Saint-Pierre et Miquelon puisque de nombreux professionnels de l'archipel sont actuellement contraints de se fournir en métropole à cause de problématiques de normes divergentes.

Le secteur de la construction représente un tiers des entreprises artisanales de Saint-Pierre et Miquelon. Dans le cadre de l'AECG, le Canada ouvre un accès à ses marchés publics, au niveau fédéral et provincial pour les entreprises européennes. Cet accès à de nouveaux débouchés pour les entreprises de l'archipel du **bâtiment et travaux publics** sur le continent canadien (Provinces Atlantiques) constitue une opportunité économique.

INTELL-ECHO



Êtes-vous à la recherche d'opportunités d'affaires dans ce secteur?
La CACIMA et PROVIS peuvent faciliter vos démarches d'exploration et de partenariat
(informations ciblées et réseaux de contacts)

Intell-Écho est un bulletin périodique édité par l'Observatoire d'information économique, projet de la coopération régionale entre le Canada atlantique et Saint-Pierre et Miquelon. La publication de ce bulletin est rendue possible grâce au soutien de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique en faveur de la recherche, des minorités linguistiques et du développement des entreprises, ainsi qu'à celui de la Province du Nouveau-Brunswick et de l'Université de Moncton, campus de Shippagan, et de la Préfecture et du Conseil territorial de Saint-Pierre & Miquelon.

Réalisation : Chef de projet, Dr. Monica Mallowan, Observatoire PROVIS. Univ. de Moncton, campus de Shippagan, NB, Canada.
observatoirePROVIS@umoncton.ca
© Observatoire PROVIS 2018.

Politique d'information : L'objectif de ce périodique est de fournir l'information utile aux acteurs œuvrant pour la coopération régionale Canada atlantique — Saint-Pierre et Miquelon. L'information disponible dans ce bulletin peut être utilisée à condition de mentionner le bulletin **Intell-Écho** comme source.

Responsabilité : L'équipe de projet n'est pas responsable des ressources signalées (contenu, liens suggérés, changements, mises à jour, dernières statistiques disponibles) ni des résultats en découlant suite aux décisions prises après consultation.



Chambre d'Agriculture,
de Commerce, d'Industrie,
de Métiers et de l'Artisanat
(CACIMA)
4, boul. Constant Colmay,
BP 4207 97500
Saint-Pierre et Miquelon, France
contact@cacima.fr
www.cacima.fr/blog



PROVIS—UNIV. DE MONCTON,
CAMPUS DE SHIPPAGAN
218, J.-D.-Gauthier
Shippagan NB E8S 1P6
Canada
observatoirePROVIS@umoncton.ca
https://provis.umcs.ca

L'Observatoire d'information économique est un projet de coopération régionale entre le Canada atlantique et Saint-Pierre et Miquelon. La publication de ce bulletin est rendue possible grâce au soutien de la Préfecture et du Conseil territorial de Saint-Pierre & Miquelon, à l'appui des programmes de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique en faveur de la recherche, des minorités linguistiques et du développement des entreprises, ainsi qu'à celui de la Province du Nouveau-Brunswick et de l'Université de Moncton, campus de Shippagan.

Réalisation: Chef de projet, Mme Janick CORMIER, Chambre d'Agriculture, de Commerce, d'Industrie, de Métiers et de l'Artisanat.
contact@cacima.fr
© Observatoire CACIMA 2018.

Politique d'information: L'objectif du projet est de fournir l'information utile aux acteurs œuvrant pour la coopération régionale Canada atlantique — Saint-Pierre et Miquelon. L'information disponible dans ce bulletin peut être utilisée à condition de mentionner le bulletin **Intell-Echo** comme source.

Responsabilité: L'équipe de projet n'est pas responsable des ressources d'information signalées (contenu, liens suggérés, changements, mises à jour) ni des résultats en découlant suite aux décisions prises après consultation.